

N° 5116¹

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2003-2004

PROJET DE LOI

d'exécution du Protocole additionnel sur le renforcement
de la non-prolifération des armes nucléaires, destiné à
détecter les activités nucléaires clandestines et approuvé
par la loi du 1er août 2001

* * *

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

(4.5.2004)

Par dépêche du 25 mars 2003, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, a soumis à l'avis du Conseil d'Etat le projet de loi sous rubrique, lequel a été élaboré par le ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur.

Au texte du projet de loi étaient joints un exposé des motifs et un commentaire des articles.

Par lettre du 28 avril 2003, une version complétée des Annexes I et II au projet de loi remplaçant et annulant la version initiale transmise en date du 25 mars 2003 est parvenue au Conseil d'Etat.

*

Dans son avis complémentaire du 15 mai 2001 sur le projet de loi (4630) portant application d'un Protocole additionnel sur le renforcement de la non-prolifération des armes nucléaires destiné à détecter les activités nucléaires clandestines, le Conseil d'Etat avait „marqué son accord avec le libellé de l'article unique proposé, tout en prenant acte que: le Gouvernement entend saisir les instances législatives d'un projet de loi d'exécution après la ratification du protocole sous revue“.

Le présent projet constitue ce projet de loi d'exécution du Protocole additionnel (à l'Accord entre la République d'Autriche, le Royaume de Belgique, le Royaume de Danemark, la République de Finlande, la République fédérale d'Allemagne, la République hellénique, l'Irlande, la République italienne, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, la République portugaise, le Royaume d'Espagne, le Royaume de Suède, la Communauté européenne de l'énergie atomique et l'Agence internationale de l'énergie atomique en application des paragraphes 1 et 4 de l'article III du traité sur la non-prolifération des armes nucléaires) qui a été approuvé par la loi du 1er août 2001 portant approbation d'un Protocole additionnel sur le renforcement de la non-prolifération des armes nucléaires destiné à détecter les activités nucléaires clandestines.

Tout en sachant qu'il est „indispensable d'adopter une approche plus générale de la problématique de la prolifération des armes de destruction massive, qu'il s'agisse de la préservation de tous les régimes de non-prolifération ou d'une réflexion sur la menace, qui n'est pas seulement nucléaire mais aussi biologique, chimique et balistique“ (cf. *Camille Grand, L'Union européenne et la non-prolifération des armes nucléaires*), le Conseil d'Etat approuve le fond du projet.

En ce qui concerne toutefois le texte du projet de loi, le Conseil d'Etat devrait s'y opposer formellement dans sa forme actuelle.

D'abord, ce texte reprend la plupart des dispositions figurant au Protocole, tantôt mot à mot (p. ex. article 1er), tantôt en agencant le texte différemment, alors que la loi du 1er août 2001 précitée a déjà approuvé ce protocole et par là ses dispositions. Dans le présent projet, il ne s'agit que de préciser les autorités d'exécution nationales et les mesures qu'elles doivent prendre pour l'exécution du Protocole ainsi que les sanctions pénales y relatives.

Ensuite, le Conseil d'Etat rappelle qu'il convient de préciser quelles dispositions il y a lieu d'incriminer pénalement, étant donné qu'il paraît inadmissible de rendre passibles de peines délictuelles „les infractions aux dispositions ci-dessus“ (cf. article 18 du projet sous examen), la plupart des dispositions en question ne pouvant pas être sanctionnées pénalement puisqu'il s'agit de déterminer certaines attributions et procédures. Le principe de la précision des incriminations pénales n'est donc pas respecté par l'article 18 du projet et le Conseil d'Etat devrait s'y opposer formellement.

Le Conseil d'Etat suggère donc aux auteurs du projet sous avis de revoir celui-ci pour tenir compte des observations émises ci-avant.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 4 mai 2004.

Le Secrétaire général,

Marc BESCH

Le Président,

Pierre MORES